

Communiqué de presse

Paul Wurth: Vente des actions de l'État au groupe SMS

L'OGBL exige des garanties pour l'emploi à long terme!

La direction générale de Paul Wurth Luxembourg a informé son personnel, le 29 mars 2021, par le biais d'une note interne qu'un accord officiel concernant le rachat des parts de l'État luxembourgeois (participation directe, SNCI, BCEE) a été trouvé à la fin de la semaine dernière.

Bien que la volonté affichée de SMS Group de vouloir faire de Paul Wurth Luxembourg un centre d'excellence et d'innovation mondial en matière de métallurgie et d'hydrogène («Green Steel») paraisse rassurante quant à une future présence du groupe au Grand-Duché, l'OGBL reste en principe critique à l'égard de toute cession de parts publiques à des groupes privés. L'État luxembourgeois abandonnera ainsi tout contrôle dans une des sociétés traditionnelles luxembourgeoises par excellence, qui est de surcroît un champion en matière d'innovation industrielle.

Dans ce contexte, l'OGBL se pose tout une série de questions auxquelles les décideurs politiques doivent amener au plus vite des réponses claires et transparentes :

- Quelles ont été les motivations de l'État luxembourgeois pour s'engager dans une telle transaction?
- Quel sera l'impact de cette transaction sur l'évolution à long terme de l'emploi dans l'entreprise, notamment à l'issue de la période de validité du plan de maintien dans l'emploi, en 2023?
- Des suppressions de postes, voire des délocalisations de départements, seront-elles envisagées?
- Le cas échéant, quelles garanties l'État luxembourgeois a-t-il su négocier en faveur des salariés ?

Au moment de l'annonce de la vente, l'OGBL avait déjà immédiatement sollicité une entrevue d'urgence auprès du ministre de l'Economie et du ministre des Finances afin d'avoir davantage d'informations quant aux raisons et motivations de l'État luxembourgeois dans la cession de ses parts. Malheureusement, cette demande d'entrevue est restée jusqu'à présent sans réponse.

Au jour d'aujourd'hui, l'OGBL réitère sa demande d'entrevue urgente avec les ministres concernés et demandera également une entrevue urgente avec la direction générale de Paul Wurth Luxembourg.

**Communiqué par le syndicat Services et Energie de l'OGBL
le 30 mars 2021**